

Commune de SAUVETERRE-DE-GUYENNE

Arrêté de mise à l'enquête publique de la 1^{ère} modification du Plan Local d'Urbanisme

Arrêté du 17 juin 2015 prescrivant l'enquête publique sur la 1^{ère} modification du P.L.U.

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu la loi n°78.753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'Administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal,

Vu la loi n°83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°85.453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 susvisée,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 27 mai 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.),

Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 décembre 2014 autorisant le maire de Sauveterre de Guyenne à mener la procédure de modification n°1 du PLU,

Vu la décision en date du 9 juin 2015 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de BORDEAUX désignant Monsieur Louis Julien SOURD en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Pierre BASEILHAC en qualité de commissaire enquêteur suppléant;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°1 du P.L.U. de la commune de SAUVETERRE DE GUYENNE pour une durée de 33 jours consécutifs **du vendredi 10 juillet 2015 à 9H au mardi 11 août 2015 à 17H.**

ARTICLE 2 :

Le projet de modification n°1 porte sur le dossier de PLU approuvé le 27 mai 2013. La modification envisagée a pour objectif :

- de reformuler et préciser l'application de certaines dispositions réglementaires

.../...

- d'intégrer certaines évolutions réglementaires (loi ALUR : suppression du COS....)
- de modifier certains articles du règlement des zones UC (implantation des constructions) et UE/1AUE (places de stationnement)
- de supprimer une servitude d'urbanisme
- de modifier l'emplacement réservé n°5

ARTICLE 3 :

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de BORDEAUX a désigné Monsieur Louis Julien SOURD, Ingénieur général retraité, domicilié à BORDEAUX, comme commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Pierre BASEILHAC, Ingénieur de l'équipement retraité, domicilié à GRADIGNAN, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 4 :

Le dossier de modification de P.L.U. et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, ouvert par Monsieur le Maire, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés à la Mairie de SAUVETERRE DE GUYENNE pendant une durée de 33 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie (mardi-mercredi-jeudi-vendredi 9H-12H et 14H-17H, samedi 9H-12H), du vendredi 10 juillet 2015 au mardi 11 août 2015 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à :

Monsieur le Commissaire-enquêteur
Enquête publique modification n°1 du P.L.U.
Hôtel de ville
28 place de la République
33540 SAUVETERRE DE GUYENNE.

ARTICLE 5 :

Le commissaire-enquêteur recevra à la Mairie les jours et heures suivants :

- **Vendredi 10 juillet de 9H à 12H**
- **Jeudi 16 juillet de 14H à 17H**
- **Mardi 21 juillet de 9H à 12H**
- **Samedi 1^{er} août de 9H à 12H**
- **Mardi 11 août de 14H à 17H**

ARTICLE 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Le Maire transmettra dans les 24 heures au commissaire enquêteur ce registre assorti, le cas échéant, des documents annexés par le public. Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire de la commune de SAUVETERRE DE GUYENNE le dossier avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

ARTICLE 7 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera adressée au Préfet du département de la GIRONDE et au Président du Tribunal Administratif de BORDEAUX. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre Ier de la loi du 17 juillet 1978.

.../...

ARTICLE 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans deux journaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché à la mairie, sur les panneaux d'affichage situés sous la petite Halle (place de la République), et publié par tout autre procédé en usage dans la commune. Ces publicités seront certifiées par le maire.

Ces mesures de publicité réglementaires seront complétées par la distribution, dans chaque boîte aux lettres de la commune, d'une information dans le journal communal « L'Echo des Cités » à destination des habitants. La communication se fera également par l'intermédiaire du site internet communal (www.sauveterre-de-guyenne.eu).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

ARTICLE 9 :

Monsieur Laurent SAUTS, Adjoint en charge de l'urbanisme, sera la personne responsable du projet de modification du PLU pour la municipalité. Monsieur SAUTS pourra être contacté, par l'intermédiaire de la mairie de SAUVETERRE DE GUYENNE au 05.56.71.50.43, pour répondre à toutes les demandes d'informations et de renseignements sur le projet de modification du PLU, que les administrés souhaiteraient lui adresser.

ARTICLE 10 :

A l'issue de l'Enquête publique et de l'étude des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, le Conseil Municipal se prononcera définitivement sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme. Le Conseil Municipal pourra prononcer l'approbation de la modification n°1 du P.L.U après y avoir apporté d'éventuelles modifications en tenant compte des conclusions du commissaire enquêteur et des avis des Personnes Publiques Associées.

ARTICLE 11 :


Monsieur le commissaire enquêteur et monsieur le maire de SAUVETERRE DE GUYENNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le préfet du département de la GIRONDE,
- M. le sous-préfet chargé de l'arrondissement de LANGON,
- M. le président du tribunal administratif de BORDEAUX,
- M. le commissaire enquêteur,

Fait à SAUVETERRE DE GUYENNE, le 17 juin 2015

LE MAIRE

Yves d'AMECOURT